

Le droit de l'humanité à l'existence

Les changements climatiques causent d'ores et déjà des dommages considérables, et des centaines de millions de pauvres en souffrent les conséquences.

Les centres de recherche les plus avancés assurent qu'il reste très peu de temps pour échapper à une catastrophe irréversible. Selon James Hansen, de l'Institut Goddard, de la NASA, un niveau de trois cent cinquante parties de dioxyde de carbone par million est encore tolérable ; or, il dépasse actuellement trois cent quatre-vingt-dix et il augmente tous les ans à raison de deux parties par million, soit plus que les niveaux d'il y a six cent mille ans. Les deux dernières décennies ont été les plus chaudes depuis qu'il existe des mesures. Ce gaz a augmenté de quatre-vingts parties par million ces cent cinquante dernières années.

Les glaces de la mer Arctique, l'énorme couche de deux kilomètres d'épaisseur qui couvre le Groenland, les glaciers d'Amérique du Sud qui alimentent les principales sources d'eau douce de cette région, le volume colossal qui couvre l'Antarctique, la couche qui reste encore sur le Kilimandjaro, les neiges qui couvrent l'Himalaya et l'énorme masse gelée de la Sibérie fondent à vue d'œil. Des scientifiques prestigieux redoutent des sauts quantitatifs dans les phénomènes naturels qui provoquent les changements.

L'humanité avait placé de grands espoirs dans le Sommet de Copenhague, qui devait prolonger le Protocole de Kyoto souscrit en 1996 mais entré en vigueur seulement en 2005. L'échec éclatant de ce Sommet a engendré des épisodes honteux qu'il faut dûment éclaircir.

Les États-Unis, qui comptent moins de 5 p. 100 de la population mondiale, émettent le quart du dioxyde de carbone. Leur nouveau président avait promis de coopérer aux efforts internationaux pour faire face à un problème qui touche son pays autant que le reste du monde. Les réunions préalables au Sommet ont mis en lumière que les dirigeants de cette nation et ceux des pays les plus riches manœuvraient pour faire retomber le poids des sacrifices sur les pays émergents et les pays pauvres.

Beaucoup de dirigeants et des milliers de représentants des mouvements sociaux et des institutions scientifiques, décidés à se battre pour préserver l'humanité du pire risque qu'elle a encouru dans son Histoire, se sont rendus à Copenhague à l'invitation des organisateurs du Sommet. Je m'abstiens d'entrer dans le détail de la brutalité dont ont fait preuve les forces de l'ordre danoises contre les milliers de manifestants et d'invités des mouvements sociaux et scientifiques pour me concentrer sur les aspects politiques du Sommet.

Un véritable chaos a régné à Copenhague et des choses incroyables s'y sont passées. Les mouvements sociaux et les institutions scientifiques n'ont pas eu le droit d'assister aux débats. Des chefs d'État ou de gouvernement n'ont même pas eu la possibilité de donner leur opinion sur des problèmes vitaux. Obama et les dirigeants des pays les plus riches ont séquestré la conférence avec la complicité du gouvernement danois, et les institutions des Nations Unies ont été mises sur la touche.

Barack Obama, qui est arrivé le dernier jour du Sommet et n'y est resté que douze heures, s'est réuni avec deux groupes d'invités triés sur le volet par lui-même et ses collaborateurs. Et c'est accompagné de l'un de ces groupes qu'il a eu une réunion dans la salle plénière avec le reste des délégations de plus haut niveau. Aussitôt après avoir pris la parole, il s'est retiré par une porte dérobée. À cette réunion plénière, hormis le petit groupe choisi par lui, les autres représentants des États n'ont pas eu le droit de prendre la parole. Si les présidents bolivien et vénézuélien ont pu le faire, c'est seulement parce qu'ils l'ont réclamé avec énergie, soutenus par les autres, et que le président du Sommet n'a pas eu d'autre

solution que de la leur céder.

Dans une salle contiguë, Obama a réuni les dirigeants des pays les plus riches, de plusieurs nations émergentes les plus importantes et de deux pays très pauvres. Il y a présenté un document négocié avec deux ou trois des principaux pays, il a ignoré l'Assemblée générale des Nations Unies, il a donné des conférences de presse et il est reparti, tel Jules César qui s'exclama au terme d'une ses campagnes victorieuses en Asie mineure : *Vini, vidi, vici* !

Le Premier ministre en personne du Royaume-Uni, Gordon Brown, avait affirmé le 19 octobre : « Si nous n'aboutissons pas à un accord dans les prochains mois, il ne fait pas le moindre doute qu'une fois que l'élévation débridée des émissions aura provoqué des dommages, aucun accord mondial rétrospectif à quelque moment du futur ne pourra en éliminer les effets. À cette date, il sera alors irrémédiablement trop tard. »

Et il avait conclu son discours sur cette péroration dramatique : « Nous ne pouvons nous donner le luxe de l'échec. Si nous échouons maintenant, le prix à payer sera très lourd. Si nous agissons maintenant, si nous agissons de concert, si nous agissons en faisant preuve de hauteur de vue et de détermination, nous pouvons encore remporter la victoire à Copenhague. Mais, si nous échouons, la planète Terre sera en danger, et il n'existe pas de plan de rechange. »

Il affirme pourtant à présent avec arrogance que l'Organisation des Nations Unies a été prise en otage par un petit groupe de pays comme Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua et Tuvalu, et il accuse la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres nations émergentes d'avoir cédé aux séductions des États-Unis pour souscrire un accord qui expédie aux oubliettes le Protocole de Kyoto et ne contient aucun engagement contraignant pour les États-Unis et leurs riches alliés.

Je me vois obligé de rappeler que l'Organisation des Nations Unies a vu le jour voilà à peine soixante ans, après la Deuxième Guerre mondiale, alors que les pays indépendants ne dépassaient pas la cinquantaine. Elle compte aujourd'hui plus de cent quatre-vingt-dix États indépendants, après que la lutte décidée des peuples a eu liquidé l'odieux système colonial.

La République populaire de Chine s'est même vu refuser pendant des années le droit d'entrée à l'ONU, un gouvernement fantoche y usurpant sa représentation à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. C'est grâce au soutien tenace d'un nombre croissant de pays du Tiers-monde que la Chine bénéficia peu à peu de la reconnaissance de la communauté internationale, ce qui fut un facteur très important pour que les USA et leurs alliés de l'OTAN reconnaissent ses droits à l'ONU.

C'est l'Union soviétique qui contribua le plus par sa lutte héroïque à la défaite du fascisme, au prix de plus de vingt-cinq millions de morts et d'énormes destructions dans tout le pays. C'est au terme de cette lutte qu'elle émergea comme une superpuissance capable de contrebalancer en partie la domination absolue qu'exerçait le système impérial des USA et des anciennes nations coloniales, et sa mise à sac impitoyable des peuples du Tiers-monde. La désintégration de l'URSS a permis aux USA d'étendre leur pouvoir politique et militaire en direction de l'Est, vers le cœur de la Russie, et de renforcer leur influence sur le reste de l'Europe. Ce qui s'est passé à Copenhague n'a donc rien d'étonnant.

Je tiens à souligner les déclarations injustes et outrageantes du Premier ministre britannique et la tentative des États-Unis d'imposer comme accord du Sommet un document dont les pays participants n'ont discuté à aucun moment.

Le ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodríguez, a affirmé dans la conférence de presse qu'il a donnée le 21 décembre des vérités absolument indéniables. J'en cite quelques paragraphes:

« À Copenhague, je tiens à le souligner, la Conférence des Parties n'a adopté aucun accord, aucune décision concernant des engagements, qu'ils soient contraignants ou pas, ni absolument aucune

décision relevant du droit international : à Copenhague, il n'y a pas eu d'accord, tout simplement !

« Le Sommet a été un échec, et l'on veut pourtant berner l'opinion publique mondiale. [...] la carence de volonté politique a sauté aux yeux...

« ...il a constitué un recul dans l'action de la communauté internationale pour prévenir ou alléger les retombées des changements climatiques...

« ...la température mondiale pourrait s'élever de 5° en moyenne... »

Puis notre ministre a apporté d'autres données intéressantes sur les conséquences possibles de cet échec, selon les dernières recherches scientifiques :

« ...de la date du Protocole de Kyoto à ce jour, les pays développés ont élevé leurs émissions de 12,8 p. 100... 55 p. 100 de ce volume correspondant aux USA

« Un Étasunien consomme en moyenne 25 barils de pétrole par an, un Européen 11, un Chinois moins de 2, un Latino-Américain ou un Caribéen, moins de 1.

« Trente pays, dont ceux de l'Union européenne, consomment 80 p. 100 des combustibles produits. »

Le fait est que les pays développés signataires du Protocole de Kyoto ont élevé radicalement leurs émissions. Ils veulent toutefois substituer maintenant à la base adoptée pour calculer ces émissions, autrement dit 1990, une nouvelle base, 2005, de sorte que les engagements envisagés par les USA, les plus gros pollueurs, ne représenteraient qu'une réduction de 3 p. 100 par rapport à vingt-cinq ans avant ! C'est là se moquer d'une manière éhontée de l'opinion mondiale...

Le ministre cubain, parlant au nom des pays de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA), et défendant la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres États importants à économie émergente, a ratifié le concept déguisé à Kyoto de

« responsabilités partagées, mais différenciées, ce qui veut dire que les pays à accumulation historique et les pays développés, responsables de cette catastrophe, ont des responsabilités différentes de celles des petits États insulaires ou des pays du Sud, surtout des pays les moins avancés... »

« Responsabilités veut dire financement ; responsabilités veut dire transfert de technologies dans des conditions acceptables. Mais Obama joue sur les mots, et au lieu de parler de "responsabilités" partagées mais différenciées, il parle de "réponses" partagées, mais différenciées...

« ...il abandonne la salle plénière sans même daigner écouter qui que ce soit, de même qu'il n'avait écouté personne avant son intervention. »

Obama avait affirmé lors d'une conférence de presse ayant précédé son départ de la capitale danoise :

« Nous avons généré ici à Copenhague un accord substantiel sans précédent : pour la première fois dans l'Histoire, les plus grandes économies sont venues ici accepter ensemble leurs responsabilités. »

Dans son exposé clair et irréfutable, notre ministre s'est exclamé :

« Que signifie : "...les plus grandes économies sont venues ici accepter ensemble leurs responsabilités" ? Ça veut dire qu'il fait retomber une part importante du fardeau que représente le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation que doivent adopter les pays, surtout ceux du Sud, face aux changements climatiques, sur la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Car, il faut bien le dire, la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et tous les pays appelés par euphémisme en développement ont été victimes d'un braquage, d'un hold-up !

Voilà dans quels termes frappants et irréfutables notre ministre a raconté ce qu'il s'est passé à Copenhague.

Je dois ajouter que le 19 décembre, à dix heures du matin, alors que notre vice-président Esteban Lazo et notre ministre des Relations extérieures étaient déjà repartis, on a assisté à une tentative tardive de ressusciter le document mort-né de Copenhague en tant que document du Sommet. Il ne restait plus alors pratiquement aucun chef d'État et seuls quelques ministres. De nouveau, la dénonciation des membres restants des délégations de Cuba, du Venezuela, de Bolivie, du Nicaragua et d'autres pays a fait capoter la manœuvre. Voilà comme s'est conclu le Sommet : sans gloire !

On ne saurait non plus oublier qu'aux heures les plus critiques de cette journée-là, tard dans la nuit, le ministre cubain des Relations extérieures, et les délégations qui livraient cette digne bataille, ont offert leur coopération au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans la lutte toujours plus dure qui se déroulait et dans les efforts à consentir à l'avenir pour préserver notre espèce.

L'organisation écologique World Wide Fund (WWF) a averti que les changements climatiques échapperaient à tout contrôle dans les cinq à dix prochaines années si les émissions n'étaient pas réduites radicalement.

Mais Obama lui-même m'épargne la peine de démontrer ce que j'ai dit sur ses agissements.

Il a déclaré le 23 décembre, dans une interview à la chaîne de télévision CBS, que les gens avaient raison d'être déçus des résultats du Sommet sur les changements climatiques : « ...au lieu d'un échec total, d'une inaction totale, ce qui aurait été un énorme recul, nous avons pu du moins nous maintenir en gros là où nous étions... »

Selon l'agence de presse, Obama est le plus critiqué par les pays qui sentent presque à l'unanimité que le Sommet s'est achevé sur un désastre.

L'ONU est maintenant dans une impasse. Demander à de nombreux autres États d'adhérer à un accord arrogant et antidémocratique serait humiliant.

Poursuivre la bataille et exiger à toutes les conférences, surtout celles de Bonn et de Mexico, le droit de l'humanité à l'existence, en nous fondant sur la morale et la force que nous donne la vérité, telle est à mon avis la seule voie.

Fidel Castro Ruz
Le 26 décembre 2009
20 h 15

Date:

26/12/2009

Source URL: <http://www.comandante.biz/fr/articulos/le-droit-de-lhumanite-lexistence?height=600&width=600>
